

Nous sommes sujets britanniques, et nous sommes aujourd'hui en face des conséquences qui découlent de cette fière situation. Pendant longtemps nous avons joui des avantages que confère le titre de sujets britanniques, il est maintenant de notre devoir d'accepter les obligations et les sacrifices qu'il impose. Pendant longtemps nous avons dit que, lorsque la Grande-Bretagne est en guerre nous sommes en guerre, et nous comprenons aujourd'hui qu'elle est en guerre et que nous le sommes aussi. Notre territoire peut être attaqué et envahi. Quant à l'invasion, je ne crois pas qu'elle soit à craindre, car il saute aux yeux que ni l'Autriche, ni l'Allemagne puissent se livrer à une attaque dans un endroit si éloigné de leurs bases d'opérations. Mais nul ne soutiendra que nos villes maritimes soient à l'abri d'un coup de main de la part d'un corsaire audacieux qui, fondant sur nos rives, pourrait nous soumettre à des outrages et partir avec son butin avant de subir un châtement. Ce n'est pas là une crainte puéride ni une simple illusion; c'est un danger réel, et même imminent, puisqu'on sait qu'il y a, tant sur le Pacifique que sur l'Atlantique, des croiseurs allemands qui ont pour mission de causer tout le tort possible à notre commerce, et même d'attaquer nos villes, s'ils trouvaient nos ports sans protection.

Nous n'ignorons pas que le Gouvernement a déjà pris des mesures très opportunes pour parer à ce danger. Nous savons que l'un de nos navires de guerre dans les eaux du Pacifique a recherché l'ennemi et s'il ne lui a pas déjà livré combat, c'est que l'ennemi s'est esquivé.

Une autre preuve plus péremptoire que nous sommes en guerre lorsque l'Angleterre est en guerre, c'est que notre commerce a été interrompu, et ce n'est peut-être pas trop dire que de déclarer qu'il a été bouleversé jusqu'à un certain point. Du jour où la guerre a été déclarée—que dis-je?—du jour où elle est devenue imminente—nos bâtiments marchands ont cessé de se rendre en Angleterre et en Europe.

Ils restaient près des quais, complètement chargés et prêts à prendre la mer, mais incapables de le faire parce que, lorsque l'Angleterre est en guerre, ce qui appartient au Canada peut être saisi en pleine mer. Nos navires devaient donc rester dans les ports tant qu'on n'avait pas pris des mesures pour assurer leur sécurité sur l'océan. Nous ignorons encore ce qui s'est fait pour cela, mais nous le saurons, je n'en doute pas, quand viendra le temps de le savoir.

Cependant, la correspondance qui nous a été communiquée hier nous a appris que le Gouvernement canadien a déjà fait des démarches pour envoyer un contingent d'environ 20,000 hommes qui iront au feu. Dans cette circonstance, je dois à la Chambre une déclaration catégorique. Voici un sujet qui a souvent été l'objet des débats de cette Chambre. J'ai toujours dit et je répète que le Canada n'a qu'une pensée et qu'un désir. Autrefois, nous avons pu différer d'opinion sur les moyens de rendre service à notre pays et à l'empire. J'ai déclaré plus d'une fois que, si l'Angleterre était en danger—que dis-je?—non seulement en danger—mais engagée dans une lutte qui mettrait sa puissance à l'épreuve, il serait du devoir du Canada de lui venir en aide dans la pleine mesure de ses ressources. Aujourd'hui l'Angleterre ne soutient pas une lutte ordinaire. La guerre dans laquelle elle est engagée étonnera, selon toutes les probabilités, voire même assurément, le monde entier par son importance et ses horreurs. Mais ce conflit s'engage pour le mobile le plus noble qui ait jamais porté une nation à faire dépendre toute sa fortune du sort des armes. Cela ne fait plus de doute; le monde entier s'est déjà prononcé sur ce point. Je ne parle pas seulement des nations qui sont aux prises, mais aussi des pays neutres. Les hommes les plus habiles de ces pays témoignent d'une commune voix que les alliés luttent pour la liberté et contre l'oppression, pour la démocratie et contre l'autocratie pour la civilisation et contre le retour à l'état de barbarie dans lequel la loi suprême était la loi du plus fort.

C'est pour nous une autre cause de fierté de savoir que l'Angleterre n'a pas cherché cette guerre. C'est un fait historique—l'un des plus glorieux des annales de l'Angleterre—qu'elle n'a jamais combattu avant d'avoir épuisé tous les moyens d'assurer et de maintenir une paix honorable. On a espéré pendant quelque temps que sir Edward Grey, qui a plus d'une fois épargné à l'empire une semblable calamité, détournerait de nouveau l'horrible fléau de la guerre. Ce sera une page encore plus glorieuse des annales de l'Angleterre que celle qui constatera que ce pays avait pu éviter ce conflit s'il avait consenti à renoncer à la position qu'il occupe depuis tant de siècles à la tête de la civilisation européenne; s'il avait voulu abandonner ses alliés, fouler aux pieds ses obligations, permettre à l'empereur allemand de dompter l'héroïque Belgique, d'écraser le Luxembourg sans défense, d'envahir la France